



Communiqué de presse

063/2024

Montreuil, le 2 octobre 2024

1^{er} octobre 24, des annonces et des premiers reculs !

Dans les établissements, dans la rue... partout en France, ensemble, le premier octobre les professionnel-le-s de santé et de l'action sociale se sont mobilisé-e-s pour défendre l'accès aux soins, nos effectifs, nos conditions de travail ! Cette première mobilisation a forcé le Premier ministre à reconnaître l'échec de la politique économique sociale et environnementale d'Emmanuel Macron et à annoncer :

- ▶ L'augmentation du SMIC de 2 %, au 1^{er} novembre, et la remise en cause d'une partie des exonérations de cotisations sociales en reconnaissant qu'elles représentent des trappes à bas salaire.
- ▶ L'enterrement de la violente réforme de l'assurance-chômage et la relance d'une négociation.
- ▶ L'abandon du projet de réforme constitutionnelle de la Nouvelle-Calédonie

Alors que les hospitaliers, les salarié-e-s du social et du médico-social étaient dans la rue, le Premier ministre a égrené plusieurs propositions pour le secteur de la santé. Il promet de faire de la lutte contre les déserts médicaux et la pénurie de soignants « l'une de ses priorités ».

Un programme d'engagement "volontaire" à tous les étages, même « Hippocrate » y passe ! Dans la même veine, il projette de faire appel aux "médecins retraités, en leur permettant de reprendre du service avec un cumul favorable entre rémunération et retraite". Il entend aussi "déployer plus rapidement les assistants médicaux, les bus de santé, les regroupements de professionnels de santé" et s'appuyer davantage sur la télémédecine, la blague !

Tout montre que ce gouvernement en CDD prépare des projets de lois de finances et de financement de la Sécurité Sociale très sévères, afin d'accélérer la purge budgétaire d'une ampleur sans précédent avec une amputation drastique des crédits alloués aux services publics, à la Fonction publique, aux systèmes de sécurité et de protection sociale. Il est annoncé moins 44 % pour notre système de santé ayant pour conséquence immédiate, une accélération de la dégradation de l'emploi, ainsi qu'une intensification des mauvaises conditions de travail dans les services de prises en charge des populations.

Le gouvernement continue de fermer des dizaines de maternités et de services d'Urgences. Il continue de fermer des lits dans toutes les spécialités des établissements et structures sanitaires, médico-sociales et sociales publics et non-lucratives. Les « exclu-e-s » de l'accès aux soins sont de plus en plus nombreux-nombreuses, la perte d'autonomie est de plus en plus difficilement accompagnée, notre société se déshumanise !

Nous pouvons aujourd'hui imposer le choix de donner durablement les moyens aux professionnels, pour l'accueil inconditionnel de tout-e-s celles et ceux qui en ont besoin.

L'accès aux soins dans les territoires doit-être l'hôpital public ! Ne nous laissons pas faire. Le 1^{er} octobre était une étape à la mobilisation nécessaire de toutes et de tous dans le cadre du débat parlementaire sur le PLF et le PLFSS !